

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2018 PROCES-VERBAL

L'an deux mille dix huit, le vingt quatre septembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODÉO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Élise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHÉRIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

T. FALCONNET – Bonjour à toutes, bonjours à tous, bonjour au public qui vient assister à ce Conseil municipal, je n'ose dire de rentrée parce que la rentrée est faite déjà depuis un petit moment et nous avons déjà eu pas mal de dossiers à traiter. Je vais vous demander tout d'abord de désigner le secrétaire de séance dans l'ordre du tableau du Conseil municipal. C'est M. Dominique MICHEL qui devrait assurer le secrétariat de séance, s'il le souhaite. M. MICHEL ?

D. MICHEL – M. le Maire, il le souhaite.

T. FALCONNET – Merci, M. MICHEL. Donc vous êtes secrétaire de séance, et je vais vous demander tout de suite de faire l'appel des membres présents.

Le secrétaire de séance, M. Dominique MICHEL, procède à l'appel.

T. FALCONNET – Le quorum étant atteint, nous allons pouvoir délibérer. Je vais vous demander d'approuver le procès-verbal de notre dernier Conseil municipal du 25 juin 2018. Ce document était disponible dans i-delibRE. Mme RICHARD nous a transmis diverses observations qui ont été intégrées au procès-verbal. M. MICHEL ?

D. MICHEL – Juste deux observations, M. le Maire, si vous me le permettez.

T. FALCONNET – Bien sûr.

D. MICHEL – Je n'ai pas parlé de sévérité mais de célérité, tout simplement. Et la deuxième, c'est de voir le nom de la collaboratrice non écrit alors qu'il avait été cité publiquement. Simplement savoir s'il y a un élément éthique derrière cette non publication du nom puisqu'il

a été cité publiquement. J'ai été surpris, tout simplement.

T. FALCONNET – Écoutez, c'est aussi pour protéger cet agent et a priori, c'est ma déclaration, donc j'ai commis un lapsus parce que je n'aurais pas dû la citer. Son nom n'est pas dans le procès-verbal. Et donc célérité, effectivement je l'avais noté mais comme c'est votre déclaration je n'ai pas à faire d'observation sur les déclarations des autres conseillers municipaux donc je propose que cette observation soit intégrée au procès-verbal.

J'aurais une observation à faire, c'est que visiblement j'ai voulu faire mon pédant en parlant latin et il y a eu un souci à la transcription, ce ne sont pas « *apes magnificent* » comme il était inscrit dans le procès-verbal, mais « *apes mellificant* ». Je n'aurais pas dû donc je ne parlerai plus latin.

Moyennant ces observations, est-ce que vous êtes d'accord pour approuver ce procès-verbal ? Donc je vais mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, il est adopté à l'unanimité.

Je voudrais vous indiquer, enfin plus exactement vous proposer une modification de l'ordre du jour, à savoir l'ajout d'un vœu de soutien au monde sportif. Il vous a été remis sur table et il sera traité en dernier point de l'ordre du jour conformément au règlement du Conseil municipal. Qui est contre cette modification de l'ordre du jour ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, l'ordre du jour est ainsi modifié.

Je voudrais vous dire quelques mots avant d'aborder l'ordre du jour de ce Conseil municipal à propos de la rentrée. En cette rentrée 2018-2019, la mobilisation de la Ville de Chenôve, de ses élus et ses agents pour faire avancer les projets et mettre en œuvre notre action est totale. Cette mobilisation est sans cesse alimentée par l'engagement, à mes côtés, des élus et agents municipaux. Pour nous, pour moi, se mobiliser pour mettre en œuvre notre action, c'est fédérer et rassembler toutes les énergies pour faire vivre et partager sur notre territoire nos valeurs communes, c'est réaffirmer une ambition collective pour notre Ville à travers nos actions à destination de tous les Cheneveliers, de chaque Chenevelière et de chaque Chenevelier.

Chers collègues, nos actions s'adressent à tous, sans exclusive ou esprit de clan. La politique que nous menons ne se marchande pas, ne se calcule pas, ne se rétribue pas. Elle est motivée par une idée à la fois forte et simple, maintes fois annoncée et réitérée : permettre l'émancipation de tous à travers la mise en œuvre du projet de vie de chacune et chacun.

Fédérer et rassembler toutes les énergies, c'est par exemple tisser des liens avec nos partenaires institutionnels. Que ce soit avec Dijon métropole, le Conseil départemental de la Côte d'Or, la Région Bourgogne Franche Comté ou encore les différents services de l'État. Nous œuvrons chaque jour pour faire de Chenôve une ville qui compte, une ville qu'on écoute, une ville avec laquelle on a plaisir à travailler et avec laquelle on avance. Nous avons pu récemment observer les fruits de notre travail à travers les échanges très constructifs que nous avons eus lors de la visite officielle à Chenôve de Monsieur le Préfet de Région, récemment arrivé sur notre territoire. A cette occasion, il a pris toute la mesure des enjeux qui nous concernent et a réaffirmé l'engagement de ses services à nos côtés.

Fédérer et rassembler toutes les énergies pour faire vivre des valeurs communes, c'est organiser des temps de rassemblement conviviaux autour de ce qui fait sens pour chacun d'entre nous. Que ce soit autour des valeurs de la République et de ses symboles le 21 septembre dernier, autour de l'émancipation de la femme africaine portée par les Amazones d'Afrique en ouverture de la saison culturelle ou bien autour des valeurs du sport lors de la Fête du sport le 22 septembre dernier. Les Chenevelièrès et les Cheneveliers se sont retrouvés pour faire bloc autour d'idées simples et de valeurs essentielles partagées par tous.

Fédérer et rassembler toutes les énergies pour réaffirmer une ambition collective pour notre Ville, c'est impliquer chacune et chacun dans les projets que nous bâtissons. Vous le savez, co-construire avec les Cheneveliers, les concerter et échanger avec eux est notre méthode, avec un dispositif qui se renforce année après année avec la mise en place de budgets dédiés aux conseils participatifs et citoyen. Chaque instance est dotée d'une enveloppe annuelle de 5000 euros permettant de proposer des actions ou des aménagements contribuant à l'amélioration du cadre de vie. Cette année, plusieurs projets ont été validés par le Conseil Consultatif Chenevelier le 30 juin dernier :

- À l'initiative du Conseil participatif 1 (Vieux bourg – Fleurs/Giraud) : un banc a été installé au square des pervenches à côté de la boîte à livre mise en place.
- À l'initiative du Conseil participatif 2 (Grands crus – Clos du Roy/Chenevary – Parc commercial et artisanal) : du mobilier (tables de pique-nique, poubelle, bac à aromates, boîtes à livre) installé sur l'espace Parabiaggio et place S. Allende,
- À l'initiative du Conseil participatif 3 (Stade – Bazin – Ferry – Ateliers), l'aménagement de l'impasse Jules Ferry sera poursuivi (Bacs à fleurs, bancs, récupérateur d'eau et poubelle),
- À l'initiative du Conseil citoyen : supports à vélo et trottinettes seront installés cours Général de Gaulle

De plus, dans le cadre de la dernière édition de la Fête de la République, j'ai souhaité avec l'équipe municipale, que nous choissions ensemble NOTRE Marianne. Depuis vendredi dernier et ce jusqu'au 11 novembre prochain, vous pouvez vous exprimer et choisir parmi l'une des trois esquisses proposées dans le cadre d'un projet retenu par l'État à l'occasion du Label « 40 ans de la Politique de la Ville ».

Réaffirmer une ambition collective pour notre Ville, c'est travailler à la rendre plus attractive à travers de nombreuses opérations qui façonnent notre territoire. Parce que c'est ensemble que nous construisons Chenôve, rendez-vous donc le 2 octobre prochain à 19h, au Cèdre, pour faire un point d'étape sur les programmes d'aménagement en cours et à venir que nous menons avec Dijon Métropole, dans le cadre de la finalisation du PLUi-HD à l'élaboration duquel j'ai beaucoup contribué.

Réaffirmer une ambition collective pour notre Ville, c'est bâtir et fortifier un service public de proximité au plus près des attentes des habitants et qui les aide à avancer, en particulier ceux qui connaissent des difficultés liées à un accident de la vie, mais aussi ceux qui sont victimes du déclassement d'une partie de la classe moyenne observé par de nombreux experts.

C'est pour cela que nous avons par exemple mis en place les « Z'ateliers du mercredi » pour offrir aux enfants, malgré le retour à la semaine de quatre jours dans les écoles chenevelière, une source d'épanouissement en marge du temps scolaire. C'est pour cela aussi que nous avons travaillé pour qu'un nombre d'enfants encore plus important soit accueilli dans nos crèches ou au domicile des assistantes maternelles, pour offrir à de nombreux parents un mode de garde adapté, à des tarifs très accessibles, moins d'un euro de l'heure quand les ressources des familles sont très réduites. C'est pour cela enfin que nous avons décidé de modifier les critères d'attribution du Revenu Minimum Étudiant, qui fêtera l'année prochaine ses 30 ans, pour lui permettre de mieux aider davantage de jeunes étudiants, les soutenir dans la poursuite de leurs études, et mieux contribuer à l'égalité des chances, y compris pour des jeunes qui n'y avaient pas accès jusqu'alors.

Nous sommes au travail pour les Cheneveliers. Nous travaillons en responsabilité, soucieux de la bonne utilisation des deniers publics, tout en poursuivant notre programme progressiste pour Chenôve et ses habitants et l'ordre du jour ne démentira pas ce propos liminaire.

Je vous propose d'aborder immédiatement l'ordre du jour.

EDUCATION

1 - AUTORISATION DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION RELATIVE AU PROJET ÉDUCATIF TERRITORIAL (PEDT)

Le projet éducatif territorial (PEdT) a pour objectif de développer des activités de loisirs, de découverte et d'initiation à la fois culturelles et sportives par cycles éducatifs.

Il assure une offre structurée et diversifiée en faisant appel aux ressources du territoire : intervenants extérieurs, équipements sportifs, espaces naturels et culturels, institutions diverses, associations locales...

Il recherche une cohérence entre les différents temps de l'enfant et du jeune ; il contribue à faire vivre le dialogue entre les acteurs éducatifs et à maintenir une dynamique éducative territoriale.

En septembre 2014, dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires, la ville de Chenôve a mis en œuvre un Projet Éducatif Territorial (PEdT), pour la période 2014-2018.

Cette Convention lie la ville de Chenôve à l'État (Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale et Direction Déléguée Départementale de la Cohésion Sociale et Urbaine) et la Caisse d'Allocations Familiales de la Côte-d'Or.

Cet outil de collaboration locale a permis à Chenôve de renforcer des démarches partenariales avec l'ensemble des acteurs éducatifs, de proposer une offre éducative riche et diversifiée à tous les enfants de la commune.

La nouvelle organisation du temps scolaire hebdomadaire sur quatre jours (lundi, mardi, jeudi, vendredi) mise en place à la rentrée scolaire 2018, entraîne des changements dans l'organisation des activités périscolaires et extrascolaires proposées par la commune de Chenôve dans le cadre de son PEDT.

Cette nouvelle organisation entraîne donc la résiliation de la convention formalisant le projet éducatif territorial en cours, conformément à son article 9, ce, dès la rentrée scolaire 2018. Cette convention lie la ville de Chenôve à l'État (Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale et Direction Déléguée Départementale de la Cohésion Sociale et Urbaine) et la Caisse d'Allocations Familiales de la Côte-d'Or.

Au vu du bilan des quatre années du PEDT, la ville souhaite poursuivre cette dynamique éducative territoriale et s'engager dans un nouveau projet éducatif territorial qui prendra la forme d'un Projet Éducatif Global (PEG) pour les enfants et les jeunes de Chenôve (de 0 à 25 ans) et qui sera mis en œuvre dès septembre 2018, pour une durée de trois ans.

Ce Projet Éducatif Global poursuit et développe les ambitions du précédent PEDT afin de permettre :

- l'émancipation de chaque enfant, adolescent et jeune habitant Chenôve,
- la structuration d'alliances éducatives et une meilleure coordination de tous les acteurs et dispositifs intervenant sur le territoire communal,
- la transmission des valeurs et principes qui constituent le socle de la République et qui contribuent à faire société,
- l'implication des principaux concernés, à savoir les enfants, les jeunes et leur famille à la construction des projets.

Le PEG sera également en cohérence avec le futur Plan Mercredi présenté le 20 juin dernier par le ministre de l'Éducation Nationale dès la rentrée 2018, qui vise notamment à favoriser une meilleure cohérence entre le temps scolaire et périscolaire et de soutenir le

développement d'accueils de loisirs de qualité le mercredi.

Par la mise en place d'un nouveau dispositif dès la rentrée 2018 : les « z'ateliers du mercredi » qui s'adressent aux enfants de 6 à 11 ans, proposant chaque trimestre une vingtaine d'activités autour de l'émancipation par la culture, le sport, les activités citoyennes et de loisirs, la ville de Chenôve répond pleinement aux recommandations énoncées dans la « charte de qualité » de ce Plan Mercredi.

Ce Projet Éducatif Global sera formalisé par un document cadre précisant les objectifs et les modalités de mise en œuvre et par une nouvelle convention qui liera la ville aux mêmes partenaires institutionnels que la convention relative au PEdT, pour la période 2018-2021.

Cette convention relative au Projet Éducatif Territorial fera l'objet d'une signature officielle avec les partenaires signataires courant septembre 2018.

Vu le document provisoire du Projet Éducatif Global,

Vu la convention PEdT et son annexe jointes,

Vu la délibération n° DEL_2018_067 du 25 juin 2018 relative au nouveau dispositif extrascolaire : les z'ateliers du mercredi,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 septembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative au Projet Éducatif Territorial (PEdT) qui lie la commune de Chenôve à l'État (Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale et la Direction Déléguée Départementale de la Cohésion Sociale et Urbaine) et la Caisse d'Allocations Familiales de Côte-d'Or pour une durée de 3 ans,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous actes utiles et accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à la mise en œuvre de cette convention.

T. FALCONNET – Je donne tout de suite la parole à Mme BOILEAU.

M. Saïd FOUAD souhaite prendre la parole.

T. FALCONNET – M. FOUAD, il n'y a pas eu de remarques à la suite du propos liminaire du Maire. Vous allez laisser Mme BOILEAU faire sa présentation, et vous prendrez la parole quand vous le souhaitez. Merci. Mme BOILEAU, vous avez la parole.

Lecture de la délibération par Joëlle BOILEAU.

T. FALCONNET – Merci, Mme BOILEAU. Donc, M. FOUAD avait demandé la parole.

S. FOUAD – Merci, M. le Maire. Juste pour vous informer que je vous ai fait part par courrier que je souhaitais quitter la majorité municipale. Si vous me le permettez, je vais lire ce courrier :

« M. le Maire. C'est avec conviction et engagement que j'ai mené, avec nombre de collègues élus au sein de l'assemblée municipale, la campagne électorale qui a vu notre

victoire en 2014. Campagne particulièrement délétère et haineuse, pour ceux qui ont œuvré, mettant souvent à mal nos valeurs et nos idéaux.

C'est avec un grand honneur que j'ai été amené à servir la ville de Chenôve, porteuse de valeurs de solidarité, de dignité, d'égalité et de tolérance qui incarnent les raisons de mon engagement politique auprès des Chenevelières et des Cheneveliers.

J'ai été particulièrement affecté par les propos à connotation raciste, à rebours de toutes les valeurs dans lesquelles je crois, tenus par une de vos collaboratrices vis-à-vis de Mme M'PIAYI.

Suite au rappel à la loi qui a été acté et mis en œuvre par le Procureur de la République, vous aviez pris l'engagement que l'agent responsable de ces propos soit sanctionné à la hauteur de la gravité des mots employés. Sanctions exemplaires a fortiori, aviez-vous dit, lorsque l'on travaille au service d'une ville qui cultive la tolérance et l'égalité, quelles que soient nos origines, notre couleur de peau.

Or, il apparaît que la sanction est en décalage complet avec les propos racistes qui ont été tenus et en décalage avec vos engagements. En effet, l'agent a simplement été changé de bureau, mais conserve sensiblement les mêmes fonctions.

En conséquence de quoi, ne me reconnaissant plus avec les valeurs portées par vous et votre majorité, avec regret, j'ai pris la décision de reprendre ma liberté et de quitter votre majorité municipale.

Je vous prie de croire, M. le Maire, en mon profond respect. »

T. FALCONNET – Merci, M. FOUAD. J'avais effectivement reçu ce courrier. Je vais vous lire le courrier que je vous adresse ce jour, puisqu'on lit nos courriers en direct :

« M. le conseiller municipal. J'ai bien reçu votre courrier du 19 septembre courant et j'en ai pris bonne note.

Je prends acte de votre décision de quitter la majorité municipale. En conséquence de quoi, j'ai demandé au directeur général des services de préparer un arrêté rapportant l'arrêté n° 365 du 30 septembre 2016, afin de vous retirer votre délégation de fonctions et de signature dans le domaine de l'insertion.

Pour justifier votre retrait de la majorité municipale, vous utilisez des arguments qui falsifient la réalité.

Je me dois donc de vous rappeler que l'agent auquel vous faites référence dans votre courrier a bien fait l'objet d'une sanction administrative, prise dès que j'ai eu connaissance de la sanction judiciaire et proportionnelle à celle-ci, à savoir un rappel à la loi avec indemnisation de la victime.

Cette sanction administrative, prise sur proposition du directeur général des services, relève de la seule autorité du maire et n'a pas à être rendue publique. Elle est néanmoins inscrite dans le dossier de l'agent. »

Puisqu'il ne s'agit pas, et là j'ajoute, du changement de service. Cet agent a reçu une sanction administrative qui est inscrite à son dossier et qui est de mon autorité, comme toute sanction administrative que je pose à tout agent, qui le mérite, bien sûr.

« S'agissant du changement de service dudit agent, je vous rappelle également qu'il ne s'agit en aucune façon d'une sanction administrative, mais d'une mesure prise dans l'intérêt du service.

Je vous prie de croire, M. le conseiller municipal, à l'assurance de mes salutations républicaines. »

Voilà, c'est ma réponse. Mme M'PIAYI, vous avez la parole.

S. M'PIAYI – M. le Maire... Je remercie tout d'abord Saïd FOUAD pour sa prise de position et pour son courage politique. Courage qui l'a invité à prendre ses responsabilités en conscience. Je souhaite rappeler cette blessure qui est la mienne. Blessure en tant que femme dont les origines et la double culture ne devraient être qu'une richesse. Blessure en tant que militante socialiste car votre nouvel adjoint à la lutte contre les discriminations a

semble-t-il témoigné en faveur de votre collaboratrice, à sa demande, dans cette sinistre affaire.

Enfin, comme Saïd FOUAD, j'ai cru le 25 juin dernier que vous aviez pris conscience des actes de votre collaboratrice. Mais votre engagement à sanctionner ces propos inacceptables était en fait une manœuvre de duplicité, votre collaboratrice restant, via ses nouvelles fonctions, en lien étroit avec les élus...

T. FALCONNET – C'est faux.

S. M'PIAYI – ... malgré votre engagement souligné dans le procès-verbal, page 52. Je veux être en cohérence avec tous les soutiens que j'ai eus de nombreux Chenevelières et Cheneveliers, par centaines, d'élus de tout bord que je rencontre dans mon exercice de conseillère régionale, et surtout, je veux être en conscience avec mes enfants. Comme vous, M. le Maire, j'ai deux enfants à qui j'ai transmis des valeurs de tolérance, de dignité et d'intransigeance face à l'inacceptable. Intransigeance d'autant plus importante que leur bronzage naturel peut inviter à un certain nombre de sots et d'ignorants à y voir leur propre peur.

Ces éléments m'amène à quitter la majorité, parce que j'étais dans la majorité, que vous conduisez parce que votre position face au racisme ressemble plus à de la posture qu'à des actes.

Quand un maire donne aussi peu de valeur au sens de l'engagement et de la parole donnée, je ne peux pas me reconnaître dans de telles valeurs et je ne peux pas mener des combats aussi fondamentaux pour notre société à vos côtés. Je vous remercie.

T. FALCONNET – Je vais donner la parole à Patrick AUDARD, qui va répondre, s'il le veut bien.

P. AUDARD – Oui, M. le Maire, mes chers collègues. La décision prise par notre collègue, Saïd FOUAD, dont aucun des présidents de groupe de la majorité n'a été préalablement informé, de même que les présidents de groupe n'ont pas été informés du trouble affiché aujourd'hui en Conseil municipal de rentrée, cette décision de quitter la majorité municipale est en réalité un non événement. On voudrait en faire un événement, mais c'est un non événement.

Je voudrais rappeler de quoi nous parlons. Un agent municipal, hors la municipalité, dans le cadre d'une relation à caractère privé, a un échange houleux avec une conseillère régionale membre de notre majorité. Nous sommes début 2017. Sur ces faits, une plainte est déposée dont personne n'est informé. Et, suite à ce dépôt de plainte, un certain nombre de personnes sont interrogées dans le cadre d'une enquête préliminaire, dont M. Saïd FOUAD, dans les intérêts de Mme Saliha M'PIAYI. Nous avons, sur ces entrefaites, eu une proposition qui a été faite par le parquet à une agent municipale qui n'était pas sous sa casquette « agent municipal » au moment des faits dont nous sommes en train de parler et qui ne se sont pas situés dans la ville de Chenôve. Décision est prise par le Procureur de la République de faire un rappel à la loi, assorti d'un classement sans suite sous condition d'indemnisations de la victime présumée. Qu'a décidé de faire Mme Saliha M'PIAYI ? D'accepter ce classement sans suite, de ne pas poursuivre pénalement l'agent dont nous sommes en train de parler, et au passage, de se faire verser quelques centaines d'euros, l'équivalent d'un mois de salaire de cet agent...

S, M'PIAYI – Je n'ai rien eu !

P. AUDARD – ... à titre d'indemnité acté dans le cadre du classement sans suite sous conditions.

S, M'PIAYI – Je n'ai rien eu...

P. AUDARD – En conséquence de quoi, nous sommes quand même en mesure de nous

interroger sur la sincérité et la posture, dès lors que plutôt que d'afficher une détermination à avoir sanctionné effectivement, vous avez affiché une détermination à prendre quelques euros et à accepter un classement sans suite.

Alors, vous pourriez donner toutes les dimensions et les trémolos possibles et envisageables autour de cette affaire, là où il y a danger pour la sensibilité générale, c'est que vous insinuez que M. le Maire et notre majorité seraient dans une attitude de duplicité à l'égard des questions de racisme et de discrimination.

J'entends, vous décidez de rentrer en campagne électorale, c'est votre choix. Nous, nous allons travailler ! Mais lorsque je dis « Nous allons travailler », lorsque je dis « Nous travaillons », lorsque je dis « Nous travaillerons », nous travaillerons dans le sens des valeurs que vous prétendez bafouées. Je rappelle que notre municipalité a affirmé de manière forte sa priorité donnée à l'égalité hommes-femmes, dont vous n'avez pas le privilège de la souveraineté, avec la mise en place d'une délégation à ce sujet, confiée à notre collègue Nouredine ACHERIA. Nous avons également créé une délégation pour l'égalité hommes-femmes confiée à notre collègue Élise MARTIN. Nous avons « une » directrice de cabinet. Nous avons dans notre administration autant de directeurs que de directrices de service. Nous sommes à parité ! Nous avons accueilli, début septembre à Chenôve, à la demande de M. le Préfet, lui-même répondant à une demande du Ministère de l'Intérieur, les assises du culte musulman. Nous avons un seul objectif : garantir l'égalité entre tous les Cheneveliers, sans distinction de sexe, d'âge, de quartier ou d'origine.

Vous nous faites un faux procès, vous nous faites un mauvais procès, et vous mettez en danger la cohésion sociale sur notre Ville, pour répondre à des objectifs petitement politiques. Vous êtes dans le non événement.

Une partie du public applaudit.

T. FALCONNET – Non, non, s'il vous plaît, pas d'applaudissements dans la salle. Le public doit rester coi. Je vous remercie.

On va peut-être revenir au Projet Éducatif de territoire, parce que la promotion et l'émancipation des jeunes enfants de Chenôve, c'est quand même ce qui nous préoccupe, quel que soit leur quartier, leur origine, leur couleur de peau, et surtout, particulièrement ceux qui ont les difficultés sociales les plus importantes et qui sont les premières victimes de l'échec scolaire.

M. BLANDIN, vous avez la parole.

S. BLANDIN – M. le Maire, je souhaite revenir à l'objet de la délibération et apporter à mes collègues des informations relatives au Projet Éducatif Global.

Lors du dernier comité de pilotage du PEG, les différents partenaires présents (CAF, DDCS, Éducation nationale, Conseil départemental) ont tous souligné la richesse des propositions éducatives sur notre territoire, qu'elles soient culturelles ou sportives.

Ils ont salué le travail de consultation de tous les acteurs éducatifs, enseignants, associations, parents, ils ont salué aussi notre volonté d'améliorer la coordination des différentes actions, mais aussi celle d'associer les premiers acteurs de l'éducation des enfants, à savoir les parents, ce qui n'avait pas été le cas lors de la rédaction du dernier PEdT.

Avec ce Projet Éducatif Global, nous allons tout faire pour donner aux enfants et aux jeunes de Chenôve des racines et des ailes pour qu'ils s'épanouissent et s'émancipent.

T. FALCONNET – Merci, M. BLANDIN. Effectivement, vous avez raison. Lors du comité de pilotage, ce Projet Éducatif de territoire et ce Projet Éducatif Global ont été salués par l'ensemble des partenaires, notamment l'Éducation Nationale, mais aussi la Caisse d'Allocations Familiales et tous les partenaires qui travaillent depuis des mois sur ce document, sur ce projet, qui va nous fixer une feuille de route très intéressante en matière d'éducation.

Je vous propose de voter cette délibération présentée par Mme BOILEAU, à moins qu'il n'y ait d'autres remarques sur ce PEdT.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

2 - CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ (CLAS) – MODIFICATION TARIFAIRE

La rentrée scolaire 2018-2019 est marquée à Chenôve par plusieurs évolutions majeures :

- le retour à la semaine de quatre jours dans les écoles maternelles et primaires ;
- la mise en place des « Z'ateliers du mercredi », dispositif municipal répondant aux préconisations du Plan Mercredi élaboré par le ministère de l'Éducation nationale ;
- la mise en œuvre par l'Éducation nationale du dispositif « devoirs faits » pour les élèves de CM2 ;
- la finalisation du Projet Educatif Global (PEG) intégrant le nouveau Projet Educatif Territorial (PedT) pour les trois prochaines années et élargissant l'ambition éducative aux enfants et aux jeunes de zéro à 25 ans.

Dans ce cadre, il s'est avéré nécessaire d'apporter quelques modifications aux modalités de mise en œuvre du dispositif CLAS : contrat local accompagnement à la scolarité.

En 2017/2018, 150 enfants ont eu recours à ce service d'aide aux devoirs, de soutien méthodologie aux apprentissages et d'ouverture culturelle.

En concertation avec la Caisse d'Allocations familiales, partenaire financier du dispositif, et par souci de cohérence avec le dispositif « devoirs faits », il est donc proposé :

- de positionner les interventions CLAS les lundi et jeudi soir, pour les élèves du CP au CM1 concernés ;
- de confier l'animation des ateliers CLAS à des partenaires associatifs, la coordination générale du dispositif restant de la responsabilité de la ville (direction de l'éducation) ;
- de modifier les conditions tarifaires et la participation des familles : ainsi, il est proposé de supprimer le forfait mensuel actuellement fixé à 4,75 euros par enfant (montant dégressif en fonction du nombre d'enfants inscrits par famille), outre le forfait mensuel minoré dans le cas d'un mois avec vacances scolaires, et de leur substituer un droit d'inscription annuel de 10 euros par enfant. Ce montant annuel correspondant aux frais de gestion administrative des dossiers d'inscription permettrait de maintenir la subvention de la CAF au dispositif CLAS.

Vu notamment la délibération n°2017-004 du 13 février 2017 relative au contrat d'accompagnement à la scolarité (CLAS),

Vu l'avis de la Commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 septembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les tarifs du dispositif CLAS à compter du 1^{er} octobre 2018 tels que définis ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme BOILEAU, une délibération qui va dans le sens d'une plus grande égalité dans la Ville.

J. BOILEAU – Oui, merci M. le Maire.

Lecture de la délibération par Joëlle BOILEAU.

T. FALCONNET – Merci, Mme BOILEAU. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Mme JACQUOT, vous avez la parole.

C. JACQUOT – Merci, M. le Maire. Je voulais apporter quelques éléments sur la modification tarifaire, entre autres sur la pauvreté, qui continue d'augmenter.

Petit rappel, entre 2005 et 2015, le taux de pauvreté est passé de 13,4 % à 14,3 %. Le nombre de personnes pauvres est ainsi passé de 8 à 8,8 millions.

Les inégalités augmentent, non seulement les catégories les plus aisées gagnent davantage, quand le niveau de vie des plus pauvres ou des ménages modestes diminue. Il s'agit d'un profond changement dans l'histoire sociale de notre pays.

Ce phénomène est alimenté par les effets d'une plus grande précarité, par une augmentation du chômage et, enfin, par la progression de familles monoparentales en particulier. Ici, sachez que 36 % des habitants vivent en famille monoparentale.

À Chenôve, la tradition de solidarité est très forte. Par culture, par engagement, Chenôve est une ville solidaire, une ville qui s'engage.

Qui s'engage dans une offre éducative ambitieuse à la hauteur des enjeux sociaux du territoire, pour tous les petits Cheneveliers, et ceci grâce à l'efficacité de nos services municipaux, en s'appuyant sur notre tissu associatif local très riche, très large et de qualité. Les nouveaux Z'ateliers du mercredi qui proposent à nos enfants, pour leur émancipation, un large choix d'activités le mercredi matin au tarif unique d'un euro en sont la preuve.

Qui s'engage également lorsqu'elle soumet au vote du Conseil municipal la délibération précédente ayant pour objet la modification tarifaire du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité, en supprimant le forfait mensuel (4,75 euros par mois pour chaque enfant) pour la mise en place d'un droit d'inscription annuel de 10 euros par enfant. Ce service est davantage accessible aux familles les plus modestes, avec l'objectif, toujours, de favoriser la réussite de toutes et de tous.

T. FALCONNET – Merci, Mme JACQUOT. Le CLAS a été mis en cohérence avec le plan mercredi, même si c'est un gouvernement dont on ne partage pas toutes les options, et pourtant, parce que nous sommes pragmatiques et parce que cela correspond au bien-être des enfants, nous accompagnons les mesures prises par ce gouvernement, notamment avec le plan mercredi. Le CLAS, le dispositif « devoirs faits », et bien entendu le programme de réussite éducative, tout ça s'inscrivant dans un projet éducatif de territoire et un projet éducatif global.

Y a-t-il d'autres interventions sur ce point ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

CULTURE

3 - AUTORISATION DE SIGNATURE – AVENANT À LA CONVENTION PLURIANNUELLE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION FIGURE2STYLE DU 1ER JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 2018

Fidèle à sa politique volontariste de soutien aux associations, la ville de Chenôve a autorisé par délibération en date du 29 juin 2015, la signature d'une convention d'objectifs pluriannuelle avec l'Association Figure2Style.

Il est rappelé que la ville a alors renouvelé son engagement et son soutien financier auprès de l'association à travers le versement d'une subvention annuelle permettant à l'association de mettre en œuvre un programme d'actions organisé autour des axes suivants :

- Le développement de l'activité artistique « Ecole de Danse » ;
- La participation à l'animation culturelle de la centralité ;

D'une durée de 3 ans, la convention fut signée le 1^{er} octobre 2015 et couvrait la période du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2018. La précédente convention pluriannuelle étant arrivée à son terme, il convient dès lors de fixer un cadre provisoire du 1^{er} Juillet 2018 au 31 décembre 2018.

Conformément à l'article 10 de la convention d'objectifs relatif à l'évaluation, la nouvelle convention devra prendre en compte les conclusions de l'évaluation globale des actions conduites par l'association dans chacun des champs définis.

Or, il apparaît que l'évaluation des actions de l'association Figure2Style et la réflexion qui en découle au regard de l'intérêt général local ne peut avoir lieu qu'à l'issue d'une période supplémentaire du 30 juin 2018 au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé de conclure un avenant prorogeant la durée de la convention au 31 décembre 2018, étant précisé que le reste des dispositions de la convention reste inchangé.

Dans ces conditions, le montant de la subvention corrélative correspondra au solde dû au titre des actions menées sur l'année 2018, soit 9 000 euros, à verser au 1^{er} octobre 2018 conformément à l'article 5 de la convention d'objectifs.

Vu la convention d'objectifs pluriannuelle 2015-2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du mercredi 12 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du jeudi 13 septembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant n° 1 à la convention d'objectifs susvisée conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.

T. FALCONNET – C'est Mme Marie-Paule CROS qui va nous présenter, fidèlement, cette délibération.

M-P. CROS – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.

T. FALCONNET – Merci, Mme CROS. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cet avenant à la convention pluriannuelle qui nous lie avec l'association Figure2Style, association reconnue qui porte notamment le bonb'hip hop et un certain nombre d'activités en direction des enfants dans les écoles, dans les Z'ateliers du mercredi. Pas de remarques ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, cette délibération est adoptée à l'unanimité. Merci pour Figure2Style.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

COHESION SOCIALE ET URBAINE

4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE – AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC LA SCIC AUTOPARTAGE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AUTOPARTAGE À CHENÔVE

Complémentaire aux réseaux de transports collectifs classiques, l'autopartage est une solution de mobilité alternative permettant aux utilisateurs de bénéficier d'un véhicule partagé en libre-service. Le développement de l'autopartage participe également à la diminution de la place de la voiture en ville et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre en rationalisant l'usage de l'automobile.

En cohérence avec le Plan Climat Énergie Territorial métropolitain et les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLUi-HD, la ville de Chenôve souhaite s'engager dans le développement d'alternatives à la voiture individuelle en participant à l'essor des mobilités partagées.

La convention avec la SCIC Autopartage Bourgogne-Franche-Comté, dont le projet est joint à la présente délibération, définit les conditions et les modalités de mise en œuvre d'un véhicule en autopartage sur un emplacement de parking de la Place Pierre Meunier à proximité du pôle multimodal "Chenôve Centre".

Ce nouveau service permet aux particuliers qui n'ont pas besoin d'un véhicule tous les jours de bénéficier de manière occasionnelle d'une voiture partagée accessible 24h/24 en libre-service. Après inscription, la réservation du véhicule se fait sur internet, via l'application mobile ou par téléphone. Le coût de chaque location est calculé à l'heure et au kilomètre. Une fois le trajet terminé, le véhicule doit être ramené à son emplacement initial.

Il est précisé que :

- compte tenu du caractère expérimental de ce service, la SCIC Autopartage Bourgogne-Franche-Comté sera exonérée du paiement de la redevance pour l'occupation du domaine public,
- en contrepartie de sa participation financière à hauteur de 6 000 euros TTC, la collectivité bénéficiera, pour ses besoins propres, d'un crédit d'utilisation du service d'autopartage correspondant à environ 80 h et 700 km mensuels pendant 12 mois (les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2018).

Considérant le précédent exposé,

Vu le projet de convention joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre la SCIC Autopartage Bourgogne-Franche-Comté et la ville de Chenôve conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous actes et effectuer toutes formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme DAL MOLIN va nous parler d'autopartage, puisqu'il n'y a pas que dans certaines communes de la Métropole que se pratique l'autopartage.
Mme DAL MOLIN, vous avez la parole.

C. DAL MOLIN – Merci, M. le Maire.

La convention avec la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) Autopartage Bourgogne-Franche-Comté représente un acte fort en matière de développement durable pour la ville de Chenôve qui souhaite s'engager dans le développement d'alternatives à la voiture individuelle en participant à l'essor des mobilités partagées.

Non seulement l'autopartage est une alternative en matière de mobilité et de préservation de l'environnement, mais l'engagement avec une société coopérative de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) s'adresse aux trois piliers : social, économique et environnemental du développement durable.

La société Autopartage, présente sur l'ensemble du territoire national, développe l'aspect social en offrant la possibilité à des particuliers, des familles dont les déplacements sont peu nombreux dans l'année et/ou dont les moyens sont insuffisants pour entretenir un véhicule à l'année peu utilisé, de pouvoir prendre un abonnement à prix modique et ainsi de retrouver une autonomie de déplacements. Je pense notamment aux jeunes, aux seniors, aux demandeurs d'emploi, par exemple.

Aspect économique par le développement d'un modèle alternatif montrant par là qu'il est possible de faire autrement que d'appliquer les recettes d'un modèle économique unique dominant. Les projets construits en alternative sont la preuve d'une autre possibilité.

L'ESS est encore trop souvent vue comme une économie réparatrice, mais elle est bel et bien un modèle économique permettant à ses sociétaires et salariés d'avoir une parole dans l'entreprise et de participer activement aux orientations et au développement de cette entreprise. On parle bien ici de sociétaires et non d'actionnaires.

Participer à l'émergence des solutions alternatives de demain est donc bien un acte fort pour la collectivité.

Les termes de la convention entre la Ville et la SCIC définissent les conditions et modalités de mise en œuvre d'un véhicule en autopartage sur un emplacement du parking de la place Pierre Meunier, à proximité du pôle multi-modal « Chenôve Centre ». Après inscription, la réservation du véhicule se fait par téléphone ou sur Internet via l'application mobile dédiée. Le coût de chaque location est calculé à l'heure et au kilomètre. Le véhicule doit être rendu à son emplacement initial.

À noter que le service est ouvert 24 h/24, ce qui n'est pas le cas des loueurs classiques, que l'abonnement souscrit couvre l'ensemble du territoire local et national. On peut réserver un véhicule à Strasbourg ou à Toulouse, à Paris ou à Dijon... là où la société CITIZ est présente. Si le véhicule stationné à Chenôve est indisponible, on peut en réserver un sur un autre lieu de dépôt.

Présentation de la délibération par Claudine DAL MOLIN.

T. FALCONNET – Merci, Mme DAL MOLIN, et merci d'avoir suivi ce dossier, qui est entre le développement durable et l'économie sociale et solidaire, cette dernière répondant souvent à des objectifs de développement durable. C'est effectivement quelque chose d'important, d'intéressant pour les habitants de Chenôve et pour les agents, puisqu'ils pourront, sur la base de réservation, se servir également de ce véhicule et ainsi limiter notre parc de véhicules. C'est une belle action, qui s'inscrit dans le projet de mobilité global, porté par la Métropole, et auquel je suis assez sensible.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? M. BERNARD, vous avez la parole.

J-J. BERNARD – Oui, M. le Maire. Je voudrais pousser un cri d'alarme par rapport au

climat.

Il est temps de changer de modèle de société pour aller vers plus de sobriété, ce qui implique que nous puissions ensemble, citoyens et politiques, inventer un modèle de société alternatif, compatible avec des modes de vie respectueux de l'impératif climatique.

Il ne faut plus parler de problèmes et de risques, mais bien s'engager concrètement dans cette lutte climatique. Il est temps de relever le défi écologique. De simples petits gestes quotidiens des 6,8 milliards d'habitants qui nous paraissent anodins, et notamment nos habitudes de mobilité, peuvent permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

C'est la raison pour laquelle la ville de Chenôve a souhaité développer la mobilité alternative par le biais de la signature de cette convention avec la SCIC autopartage Bourgogne-Franche-Comté, projet porté par ma collègue Claudine DAL MOLIN, et qui va dans le sens de la politique environnementale ambitieuse que nous souhaitons mettre en œuvre dans notre ville.

À notre échelle, en matière de mobilité, en plus du développement de l'autopartage, plusieurs actions sont menées par la municipalité :

- Achat de 4 véhicules électriques
- Suppression de 7 véhicules diesel remplacés par des véhicules essence
- Suppression de 3 véhicules essence trop anciens

Ce plan d'action engagé sur le parc automobile de la collectivité est complété par notre participation active au travail initié par nos partenaires, la Métropole notamment, à travers l'élaboration du Plan Climat Énergie Territorial métropolitain et du Projet d'aménagement et de Développement durable du PLUi-HD, sous la vice-présidence d'ailleurs de notre maire en charge de cette question des mobilités à Dijon Métropole.

Différentes actions sont également mises en place avec l'association EVAD pour la promotion des modes de déplacement doux et des mobilités partagées.

Comme le disait Winston CHURCHILL, un seul objectif : « Mieux vaut prendre le changement par la main avant qu'il ne nous prenne par la gorge ».

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD. Je le dis, la sensibilité écologiste et le développement durable, c'est la grande modification des réflexes politiques des uns et des autres depuis quelques années, elle vient effectivement de l'urgence qu'il y a à répondre à ces impératifs de climat. Je crois qu'à Chenôve, on était plutôt en retard sur ces questions, et on va tenter de rattraper notre retard. On avait évoqué le remplacement de la flotte automobile et de la flotte de camions, notamment au centre technique municipal. On opère cette mutation, on ne peut pas le faire brutalement, parce que nous n'avons peut-être pas toutes les capacités d'investissement nécessaires pour le faire rapidement. En tout cas, nous le faisons avec tranquillité, mais avec responsabilité aussi.

Et puis une chose que je tiens à redire, au nom de la majorité municipale, du moins ceux qui s'y reconnaissent, c'est que le développement durable, ce n'est pas quelque chose qui est réservé aux bobos, ou à une catégorie de la société. Ça doit être accessible à tous, quelle que soit la catégorie sociale à laquelle on appartient. On a le droit de manger bien, de bien se déplacer, d'être en bonne santé, parce que tout cela est un impératif de société, et c'est ce que nous essayons de mettre en œuvre à Chenôve avec le développement durable au cœur de nos préoccupations quotidiennes.

Y a-t-il d'autres remarques ? Je n'en vois pas, donc je vais mettre aux voix cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

5 - ADHÉSION À LA DÉMARCHE GLOBALE "RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE PROTECTION DES DONNÉES" (RGPD) DE DIJON MÉTROPOLÉ

Le 27 avril 2016, le parlement européen et le Conseil de l'Union Européenne ont adopté la « *General Data Protection Regulation* » ou « Règlement Général de Protection des Données » (RGPD) qui est entré en vigueur le 25 mai 2018 en France et dans les autres pays de l'Union Européenne.

Le 14 mai dernier, l'Assemblée Nationale a adopté définitivement le projet de loi relatif à la protection des données personnelles, lequel adapte le droit français en vue de l'entrée en vigueur du RGPD.

Il s'agit d'une nouvelle réglementation ayant pour but de renforcer les dispositifs légaux des entités qui collectent ou qui traitent les données personnelles des citoyens européens et ce, quelle que soit leur localisation géographique.

Ce nouveau règlement a, notamment, pour objectifs de renforcer les droits des personnes et de responsabiliser les acteurs traitant les données. Il concerne la protection, le stockage, le traitement et la diffusion des données personnelles des citoyens européens.

Les données personnelles incluent toutes les informations qui permettent d'identifier, de manière directe ou indirecte, la personne à laquelle elles se rapportent.

S'agissant des collectivités territoriales, le RGPD oblige à tenir un registre de données personnelles qui remplacera l'actuelle déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) mais avec une inversion de la charge de la preuve : jusqu'à présent, la CNIL devait démontrer les manquements et le responsable du traitement des données disposait d'un délai pour régulariser sa situation. Désormais, ce sera à la collectivité de démontrer qu'elle est en conformité.

Un Délégué à la Protection des Données (DPD) ou « *Data Protection Officer* » (DPO) doit être désigné dans chaque collectivité « sur la base de ses qualités professionnelles et, en particulier, de ses connaissances spécialisées du droit et des pratiques en matière de protection des données et de sa capacité à accomplir ses missions » (article 37.5 du règlement européen). Il doit opérer une démarche active de mise en conformité et s'en porte garant mais il n'est pas responsable de la conformité au RGPD à la place du responsable du traitement ou du sous-traitant. « Chef d'orchestre » de la conformité en matière de protection des données, il est principalement chargé d'informer et de conseiller la collectivité, de contrôler le respect du règlement et de coopérer avec l'autorité de contrôle.

La désignation d'un DPD est obligatoire en 2018 pour les collectivités qui peuvent le désigner en interne ou en externe. Cette désignation se fait grâce à un formulaire en ligne sur le site web de la CNIL.

Face à une réglementation complexe et exigeante, Dijon Métropole propose de mutualiser la démarche RGPD avec les 24 communes du territoire en désignant un DPD unique dont elle supportera les coûts pour l'ensemble des collectivités.

Dijon Métropole a fait le choix d'externaliser cette mission de DPD en la confiant à un spécialiste des questions de sécurité des systèmes d'information.

Le DPD retenu par Dijon Métropole est Monsieur Alain BLANC, directeur technique régional de l'agence lyonnaise de la société OVERLAP, qui participe aux travaux de plusieurs associations et groupes de travail dans le domaine de la protection des données à caractère

personnel : l'Association Française des Correspondants à la protection des Données à caractère Personnel (AFCDP), l'association des *Data Protection Officers* (ADPO) et la *Confederation of European Protection Organisations* (CEDPO).

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adhérer à la démarche RGPD globale de Dijon Métropole aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous actes et effectuer toutes formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Un dossier technique, mais très important, qui va nous être présenté par Mme la Première adjointe. Mme POPARD, vous avez la parole.

B. POPARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Brigitte POPARD.

T. FALCONNET – Mes chers collègues, y a-t-il des demandes d'intervention ? Vous l'avez compris, c'est à coût nul pour la collectivité. Il est indiqué par un doux euphémisme que Dijon Métropole se propose de mutualiser la prise en charge du RGPD avec les 24 communes du territoire. Cela a quand même fait l'objet, pour ne rien vous cacher, d'une discussion entre les maires des 24 communes et le président de Dijon Métropole. Pas de demandes d'intervention sur cette question ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

FINANCES

6 - SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES À QUATRE ASSOCIATIONS

Depuis le vote du budget supplémentaire 2018, quatre demandes de subventions exceptionnelles ont été déposées par des associations. Il s'agit de :

- Les Diabes Bleus de Bourgogne pour l'installation d'étagères dans le local qui est mis à leur disposition à la Maison de la vie associative. Il est proposé d'attribuer une subvention de 150 €.
- L'association départementale des Pionniers de France – Les amis de Chaux pour la mise aux normes du système d'alarme incendie du centre de vacances à Chaux. Cet équipement accueillant de jeunes Cheneveliers pendant les vacances, il est proposé d'accorder une aide de 1 500 €, soit 10 % du coût prévisionnel des travaux.
- L'association Visite des malades dans les établissements hospitaliers (VMEH) pour laquelle il est proposé d'apporter un soutien de 100 €.
- La Société des Membres de la Légion d'Honneur (section de Côte-d'Or) sollicite une subvention de 150 € pour l'acquisition du drapeau.

Ces subventions, d'un montant total de 1 900 €, seraient financées par prélèvement sur la provision non affectée votée au budget primitif 2018.

Vu les demandes de subvention des Diabes Bleus de Bourgogne, de l'association départementale des Pionniers de France, de l'association Visite des malades dans les établissements hospitaliers (VMEH) et de la section Côte d'Or de la Société des Membres de la Légion d'Honneur.

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du jeudi 13 septembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'attribuer les subventions telles que proposées dans le tableau ci-dessous :

Les Diabes Bleus	150 €
Association départementale des Pionniers de France	1 500 €
Visite des malades dans les établissements hospitaliers (VMEH)	100 €
Section Côte-d'Or de la Société des Membres de la Légion d'Honneur	150 €

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. BUIGUES, vous avez la parole.

B. BUIGUES – Merci, M. le Maire. Chers collègues, nous avons voté en février dernier le budget primitif 2018, qui a été établi dans un contexte très contraint, avec notamment une baisse générale des dotations de l'État. Cela dit, ce budget, qui a été voté, continue de garantir le déploiement des actions auprès des habitants de notre ville. Ainsi, la Ville a fait le choix de maintenir le montant des subventions au niveau de 2017, pour un montant de 957 000 €. Sur ce budget avait été prévue une réserve de 2 300 € de manière à pallier des demandes ponctuelles qui ont été faites après le vote du budget. C'est le cas ici pour quatre associations.

Présentation de la délibération par Bernard BUIGUES.

T. FALCONNET – Merci, M. BUIGUES. Et merci de veiller à la bonne exécution de notre budget, avec toute la rigueur qu'on vous connaît.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ces quatre demandes de subventions ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, ces demandes de subventions seront honorées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

ADMINISTRATION GENERALE**7 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

T. FALCONNET – Je vous fais part des délégations de pouvoirs que vous avez bien voulu me confier. Vous en avez la liste. Y a-t-il des demandes de précision ? Je n'en vois pas, donc vous me donnez acte que je vous ai présenté ce rapport. Je vous en remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

COHESION SOCIALE ET URBAINE

8 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DANS LE CADRE DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION PIROUETTE CACAHUÈTE

Association d'éducation à l'environnement, Pirouette Cacahuète a pour objectif d'inciter les enfants, les adultes et les familles à prendre conscience et être acteur de leur cadre de vie en animant des temps de rencontres ou des lieux dans un esprit ludique, concret et participatif.

Pour la période 2016-2018, une convention d'objectifs a été signée le 26 février 2016 entre la ville et l'association afin de répondre aux enjeux et aux préoccupations de la Municipalité qui souhaite promouvoir la participation des habitants à la définition et à la conduite des actions qu'elle engage sur le territoire communal notamment en matière de développement durable et de cohésion sociale et urbaine.

Il est rappelé que, dans le cadre de cette convention d'objectifs, une subvention de 40.000 euros a été attribuée en 2018 à l'association Pirouette Cacahuète pour la mise en œuvre de leur programme d'action.

Soutenu au titre de la programmation 2018 du contrat de ville, le "Café Pirouette" est une des actions conduites par l'association sur le quartier du Mail. Ouvert aux habitants de Chenôve et de l'agglomération dijonnaise, le "Café Pirouette" offre aux familles un lieu de rencontre et d'échange convivial et permet de développer des ateliers ou de conduire des interventions sur l'espace public en lien avec l'éducation et la sensibilisation à l'environnement.

Afin de permettre à l'association Pirouette Cacahuète de renforcer les actions conduites dans le cadre du "Café Pirouette", il est proposé d'attribuer à l'association une subvention complémentaire exceptionnelle de 5 000 euros. Il est précisé que cette somme de 5 000 euros fera l'objet d'une valorisation au titre de la Dotation Politique de la Ville 2018.

Pour l'année 2018, le coût prévisionnel de fonctionnement du "Café Pirouette" d'un montant de 22.880 € serait financé comme suit :

- État (politique de la ville) : 4 000 €,
- Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté (politique de la ville) : 7 000 €
- Ville de Chenôve : 11 880 €

Pour l'année 2018, la participation de la Ville de Chenôve de 11 880 € se décompose comme suit :

- droit commun : 6 880 €,
- subvention exceptionnelle (valorisation DPV 2018) : 5 000 €.

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser l'attribution d'une subvention exceptionnelle dans le cadre de la convention d'objectifs pluriannuelle entre la Ville de Chenôve et l'Association Pirouette Cacahuète conformément aux conditions exposées, et l'avenant corrélatif,

ARTICLE 2 : De compléter à cet effet lors de la prochaine décision modificative l'enveloppe dédiée aux associations,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. Jean-Jacques BERNARD, vous avez la parole.

J-J BERNARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Mme RICHARD, vous avez la parole.

S. RICHARD – Oui, juste une demande de précision. En fait, c'était de savoir qu'est-ce qui justifiait cette subvention complémentaire exceptionnelle de 5 000 €, parce que dans le rapport, on parle que l'association souhaite renforcer les actions conduites dans le cadre du café Pirouette, mais est-ce que derrière il y a un projet particulier ? Parce que 5 000 €, c'est aussi une somme qui n'est pas négligeable, on double presque la participation de la Ville. Donc, je pense qu'il y a un besoin, qu'il y a peut-être un projet derrière et ça ne transparaît pas forcément dans le rapport.

T. FALCONNET – D'abord sur les aspects financiers, ensuite je laisserai M. Jean-Jacques BERNARD répondre sur les actions. La Ville, en fait, sert de boîte aux lettres, vous l'avez compris. C'est de la DPV obtenue pour l'association Pirouette qui transite par le biais de la Ville, et donc on est sur une participation qui est en fait une fausse participation puisque c'est de l'argent qu'on touche et qu'on reverse immédiatement.
M. BERNARD.

J-J BERNARD – Ce sont des actions supplémentaires qui ont été effectuées par Pirouette Cacahuète dans le cadre de la convention et qui leur permet évidemment de pouvoir augmenter un petit peu toutes les choses qui sont faites par Pirouette Cacahuète dans le cadre de leur café sur le Mail.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD. Il y a toute la dimension « rencontre parents/enfants », des actions en direction de l'accompagnement de la fonction parentale. Il y a aussi la participation à des actions qui n'étaient pas prévues au départ, je pense, par exemple, à la « rue aux enfants » où nous étions un certain nombre présents pour assister à cette belle manifestation, qui était une manifestation portée par la maison des jeunes et de la culture de Chenôve avec participation d'un certain nombre de financeurs dont le Conseil Régional Bourgogne-Franche-Comté et la ville de Chenôve. Également les « mardis de l'été », c'est-à-dire qu'il y a une intensification de l'activité de l'association sur le Mail et là on est vraiment sûr de la subvention de fonctionnement pour étendre également les horaires d'ouverture du café.
M. MICHEL, vous avez la parole.

D. MICHEL – Juste un complément d'information, parce que je suis un peu surpris que Pirouette Cacahuète intervienne sur le même terrain qu'ALACEP, à savoir P'tit Bleu P'tit Jaune, sur la fonction parentale que nous soutenons déjà financièrement puisque vous dites café/parent. Donc la dimension parentale d'ALACEP me paraît beaucoup plus pertinente que la fonction première de Pirouette Cacahuète qui est plutôt sur le fait de vivre ensemble, sur le fait de rencontrer un public diversifié sur le territoire du quartier du Mail notamment. Donc, qu'on ne soit pas sûr des doublons d'intervention et sur des économies potentielles et

ne pas se tromper d'interlocuteur en termes d'association par rapport aux compétences de chacun, puisque la fonction parentale ne peut pas être accompagnée par uniquement du bon sens et de la bonne volonté.

T. FALCONNET – Oui, enfin vous connaissez, M. MICHEL, l'une et l'autre de ces associations, on n'est pas du tout sur les mêmes actions, c'est-à-dire quand vous dites « il y a confusion entre l'action... »

D. MICHEL – Non, mais je vous demande.

T. FALCONNET – Oui, vous demandez, je vous réponds. Si vous supposez ou vous vous interrogez sur d'éventuelles confusion, il n'y a pas de confusion. ALACEP, on est sur un accompagnement, plus médico-psychologique avec des professionnels de santé, assistants sociaux... On a vraiment un travail de fond et sur une tranche d'âge qui est une tranche d'âge particulière,.

Pour ce qui concerne Pirouette Cacahuète, on est plus dans la mise en œuvre de la relation parents/enfants dans un cadre ludique, convivial, détendu avec effectivement une action qui relève plus peut-être de la médiation entre les parents et les enfants que d'une action médico-psychologique. C'est complémentaire, ça n'est absolument pas en doublon de ce qui se fait à P'tit Bleu P'tit Jaune. J'espère que je vous ai rassuré.

Y a-t-il d'autres remarques ? Non ? Je vous propose de mettre cette délibération aux voix. Qui est contre l'attribution de cette subvention exceptionnelle ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Cette subvention est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

9 - ADHÉSION DE LA COMMUNE DE CHENÔVE À L'UNIVERSITÉ POUR TOUS DE BOURGOGNE

L'Université pour Tous de Bourgogne (UTB) est un service de l'Université de Bourgogne qui a pour objectif de partager les savoirs et de les rendre accessibles au plus grand nombre. Elle s'adresse, sans considération d'âge ni de diplôme, à toute personne désirant développer sa culture et ses connaissances, et permet à chaque inscrit :

- d'assister à plus de 80 cours réservés aux auditeurs de l'UTB,
- d'assister aux cours de formation initiale dispensés sur le campus,
- de participer aux colloques et expositions organisés sur le campus,
- d'avoir accès aux restaurants universitaires et aux cafétérias sur le campus.

S'agissant des habitants de Chenôve, ils ont été respectivement 48 et 42 à s'inscrire comme auditeurs à l'UTB durant les deux dernières années universitaires.

Pour suivre les cours proposés par l'UTB, ils ont dû acquitter un droit d'inscription global et forfaitaire (97€ à la rentrée 2017) auquel a pu s'ajouter un supplément pour leur participation à un cours à effectif limité (cours de langue ou atelier : de 31 € à 90 €).

Si le droit d'inscription de 99€ à la rentrée 2018 apparaît plutôt modéré, il représente néanmoins une charge importante pour les Cheneveliers à faible revenu et peut même constituer un obstacle pour certains d'entre eux.

Aussi, afin de réduire le coût des inscriptions à l'UTB pour les résidents non imposables (avant déduction), une prise en charge financière octroyée par la Ville de Chenôve à l'Université de Bourgogne pourrait s'exercer au choix :

- par une participation à hauteur de 50 % sur les droits d'inscription uniquement (soit pour 2018 : 49,50 €/inscrit éligible)
- par une participation à hauteur de 50 % sur les frais d'inscription globaux incluant les suppléments (cours de langues et/ou ateliers).

De manière à mesurer l'impact de ce nouveau dispositif, il est proposé dans un premier temps au Conseil municipal de retenir la première solution et de signer avec l'Université de Bourgogne la convention permettant aux auditeurs non imposables (avant déduction) habitant Chenôve de bénéficier d'une réduction de 50 % sur le montant de l'inscription générale sans suppléments.

Le montant de l'aide financière de la commune s'élèverait donc pour chaque bénéficiaire à 50% du montant de l'inscription générale proposée par l'UTB.

La convention serait conclue pour l'année universitaire 2018-2019 à l'issue de laquelle une évaluation du dispositif permettra d'envisager les modalités d'une reconduction.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du jeudi 13

septembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat entre la ville de Chenôve et l'Université de Bourgogne aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Succinctement M. BERNARD, mais c'est important.

J-J BERNARD – C'est vrai que c'est important et je vais essayer de synthétiser.

Présentation de la délibération par Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD. C'est effectivement une proposition qui nous est faite par l'UTB. Nous verrons par la suite s'il y a des possibilités d'évolution, éventuellement, mais on répond à une proposition de l'UTB qui nous semble une bonne proposition.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette convention qui nous lierait avec l'Université pour Tous de Bourgogne ? Je n'en vois pas. Personne n'est membre du Conseil d'Administration de l'Université pour Tous de Bourgogne ? Non ? Parce que il faut y faire attention.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

JEUNESSE ET SPORT

10 - AVANCE SUR SUBVENTION 2019 AU BASKET CLUB DE CHENÔVE

Le Basket Club de Chenôve (BCC), fort de plus de 300 licenciés, est un lieu incontournable de socialisation, de mixité sociale et d'apprentissage à la citoyenneté sur le territoire de Chenôve.

Suite à la demande écrite du président du BCC en date du 19 juillet 2018 et en application de la convention d'objectifs et de moyens du 4 janvier 2016 et de son avenant n°1 relatif aux avances, il est proposé d'accorder à cette association une avance de 12 000 € sur la subvention 2019 afin de tenir compte de ses besoins de trésorerie pour la période de septembre 2018 à juin 2019, alors que les budgets locaux s'exécutent sur l'année civile.

La somme correspondante a été prévue dans l'enveloppe 2018 des subventions aux associations.

Vu la demande écrite du président du BCC en date du 19 juillet 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 septembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'attribuer une avance de 12 000 € sur la subvention 2019 au Basket Club de Chenôve dans les conditions définies ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Nous avons une délibération un peu habituelle. Mme POPARD, vous avez la parole.

B. POPARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Brigitte POPARD.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette avance de subvention ? Préciser que c'est autorisé, bien entendu, par la convention.

Pas de demandes d'intervention ? Donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

11 - CERCLE SPORTIF LAÏQUE DE CHENÔVE (CSLC) – AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS – AVANCE SUR LA SUBVENTION 2019

Le Cercle Sportif Laïque de Chenôve rencontre des difficultés récurrentes de gouvernance. En effet, ce club qui compte près de 240 adhérents dont beaucoup de jeunes issus du quartier politique de la ville, a changé ses instances dirigeantes à plusieurs reprises ces deux dernières saisons.

Le dernier président en date a démissionné le 27 juillet 2018.

Ce club compte des dirigeants potentiels de bonne volonté, qui apparaissent sur les documents officiels de la Préfecture comme étant les personnes en capacité d'avoir la charge de la gestion du club. Ils ont d'ailleurs prévu de convoquer une assemblée générale extraordinaire très rapidement afin de mettre en place un comité directeur provisoire.

Il faut que ces derniers se structurent, renforcent leur nombre et surtout qu'ils puissent avoir les moyens d'engager la nouvelle saison sportive en toute sérénité.

Actuellement, les finances du club sont largement insuffisantes pour débiter la saison en termes de matériels, équipements et moyens de fonctionnement (déplacements, arbitrage...).

C'est pourquoi, il est proposé d'accorder au CSLC une avance de 5 000 euros, comme prévu dans l'avenant n° 1 joint à cette délibération, sur la subvention de fonctionnement 2019. Au vu de la demande de subvention 2019 déposée par le club et les critères d'attribution en vigueur, celle-ci devrait s'élever à environ 12 000 €.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 septembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter l'avenant n° 1 à la convention d'objectifs et de moyens entre la Ville de Chenôve et le Cercle Sportif Laïque de Chenôve,

ARTICLE 2 : D'attribuer une avance de 5 000 € sur la subvention 2019 au Cercle Sportif Laïque de Chenôve dans les conditions définies ci-dessus,

ARTICLE 3 : D'inscrire la somme de 5 000 € sur l'enveloppe dédiée aux subventions aux associations lors de la prochaine décision modificative,

ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONET – Nous sommes sur une subvention un peu particulière, puisqu'il s'agit d'un avenant n° 1 à la convention d'objectifs et de moyens avec le Cercle Sportif Laïque de Chenôve, qui n'était pas soumis aux mêmes conditions que le BCC avant la signature de cet avenant. Mme POPARD, vous avez la parole.

B. POPARD – Merci, M. le Maire

Lecture de la délibération par Brigitte POPARD.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Mme RICHARD, vous avez la parole.

S. RICHARD – Oui, M. le Maire. Mes chers collègues, sur ce rapport, cela mérite qu'on s'y arrête quand même un instant. Effectivement, le club rencontre des difficultés importantes et récurrentes de gouvernance depuis quelques années, malgré la bonne volonté de leurs dirigeants successifs et l'aide que la Ville leur a allouée, aussi bien sur le plan matériel qu'humain. Le Bien Public a d'ailleurs relaté dernièrement les démissions collectives du Président, du trésorier et du secrétaire, ce qui fait que le club se retrouve sans bureau. Je comprends bien le besoin de trésorerie pour pouvoir démarrer la saison, mais la situation est quand même différente du rapport que l'on vient de voir sur le Basket Club de Chenôve. Partir sur l'attribution d'une avance de 5 000 € sur la subvention 2019, est-ce que cela n'est pas risqué ? Dans quel délai le comité directeur provisoire sera installé ? Il est normal de pouvoir avoir quelques inquiétudes, aussi, je souhaiterais également savoir si on partirait dans les années à venir sur une avance au CSLC sur la subvention à venir comme pour le BCC ? Alors que cela doit rester l'exception et non de principe. En effet, il ne faudrait pas que les avances aux clubs ou aux associations se multiplient, car cela risquerait de poser quelques problèmes, au regard du principe d'annualité qui guide les finances publiques et par conséquent notre budget. D'ailleurs dans une autre collectivité, que je connais bien, les avances de subvention n'existent pas, on ne préempte pas sur le budget qui n'est pas encore voté, il faut aussi que les clubs puissent l'avoir en tête.

T. FALCONNET – Mme RICHARD, je suis à 150 % d'accord avec ce que vous venez de dire. La situation du CSLC nous a inquiétés, mais elle a inquiété d'abord l'Office Municipal des Sports puisque, je le rappelle, dans cette ville, les relations entre les clubs sportifs et la Ville ont une médiation depuis 45 ans maintenant, c'est celle de l'Office Municipal des Sports. Donc la situation du CSLC a d'abord été prise en compte par l'Office Municipal des Sports, mais bien sûr, j'en ai été alerté. D'autant plus, si on doit contextualiser ce dossier, que les difficultés du CSLC ont quasiment été dans la même temporalité que les difficultés du club de football de Talant, si vous vous souvenez bien. C'est à peu près cet été qu'on a eu la situation du club de Talant avec le règlement qui a été choisi par la municipalité de Talant et par le Maire de Talant et puis on a eu effectivement cette situation pour le CSLC. Je vais vous répondre simplement, avant de donner la parole à Mme POPARD pour des précisions beaucoup plus fines. Si nous n'avions pas consenti, si nous ne consentons pas cette avance de trésorerie, le club met la clé sous la porte. Parce qu'il y a le problème de gouvernance mais il y a aussi, clairement, un problème d'utilisation de l'argent public et je vous demande de me faire confiance sur ce point, c'est un problème sur lequel des investigations sont actuellement en cours. Justement pour que, la nouvelle équipe du CSLC, dont un certain nombre de dirigeants sont présents ce soir dans la salle, puisse reprendre le club dans une situation complètement assainie et une situation sécurisante et pour eux et pour les adhérents.

Mais très clairement, si nous ne consentons pas ce soir à cette avance de trésorerie, le CSLC met la clé sous la porte et les 200 licenciés qui ont repris leur licence ne pourront plus assumer les obligations qu'ils ont, notamment par rapport au district de football et par rapport à la Fédération de football.

Voilà ce que je peux vous répondre. Soit on prend la décision, en gros, de tuer le CSLC, soit on l'aide à sortir de cette mauvaise passe. C'est très exactement le sens de cette proposition qui vous est faite ce soir, tout en gardant à l'esprit, ce que vous avez tout à fait raison de rappeler, que cette avance sur subvention doit être l'exception et ne doit pas être la règle. Merci, Mme RICHARD. Mme POPARD, si vous voulez bien répondre.

B. POPARD – Juste quelques précisions pour dire que l'Office Municipal des Sports nous a aussi informés de l'aide et de l'accompagnement qu'il proposait au CSLC, que du coup sous

l'autorité de M. le Maire, nous avons réuni plusieurs comités de suivi du CSLC. Ce n'était pas du tout le même contexte qu'avec le Basket Club où c'était un contexte financier. Là, c'était vraiment les accompagner dans une restructuration et la possibilité d'accueillir tous ces enfants qui arrivaient sur le stage Léo Lagrange. C'est le principal objectif qu'on a suivi et on a aussi associé à ce travail les membres du district qui accompagnent pour des questions techniques et qui peuvent aussi nous amener de l'aide. Donc, on est très vigilants et on accompagne le CSLC aussi autrement que financièrement.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD. Ces précisions ayant été faites, y a-t-il d'autres demandes d'intervention ou de questionnement ? Non ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre l'attribution de cette subvention et cet avenant à la convention d'objectifs et de moyens ? Qui s'abstient ? Je vous remercie pour le CSLC.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

DOMAINE ET PATRIMOINE

12 - CONVENTION DE SERVITUDE ENTRE LA VILLE ET LA SOCIÉTÉ BOUYGTEL POUR LES BESOINS DES RÉSEAUX DE RADIOCOMMUNICATION

La commune de Chenôve a été contactée par la société BOUYGTEL en vue d'autoriser les droits liés à l'implantation de fourreaux permettant le passage de câbles optiques et d'équipements techniques, sur une propriété communale sise sur la Commune de Longvic cadastrée BB 44.

Ainsi, en application de l'article L 48 du Code des Postes et Communications Electroniques, les droits consentis à la société permettraient d'assurer des services fixes de communications électroniques ouverts au public.

La convention de servitude jointe en annexe à la présente délibération précise les droits et obligations des parties.

Ladite société a pour activité l'établissement et l'exploitation des réseaux de radiocommunication. Le contrat serait en conséquence conclu pour la durée de la licence d'exploitation de réseau de télécommunication attribuée à BOUYGTEL, à savoir jusqu'au 8 décembre 2024.

Il est précisé que la société planterait les installations et équipements techniques à ses frais exclusifs et procéderait à toute remise en état nécessaire.

La ville conserverait la propriété et la jouissance des parcelles concernées mais consentirait tous droits de passages nécessaires et s'interdirait toute intervention de nature à nuire aux ouvrages.

La servitude donnerait lieu à une indemnité forfaitaire, contrepartie à l'occupation.

Vu le projet de convention de servitude et ses annexes,

Vu l'avis de la Commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de servitude conformément aux conditions exposées, et à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous actes et d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires.

T. FALCONNET – Il s'agit d'une antenne à côté de la déchetterie. M. RAILLARD, vous avez la parole.

L. RAILLARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Ludovic RAILLARD.

T. FALCONNET – Merci, M. RAILLARD. Y a-t-il des questions ou des remarques sur cette convention de servitude. Je n'en vois pas, donc je vais mettre aux voix. Qui est contre ? Qui

s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

13 - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS POUR L'EXERCICE 2017

Conformément à l'article L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale assurent la collecte et le traitement des déchets des ménages,

La ville de Chenôve a transféré l'ensemble de la compétence de la collecte et du traitement des déchets ménagers et assimilés à Dijon Métropole.

Par ailleurs, le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 précise le contenu du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets qui doit être présenté, conformément à l'article L.2224-17-1 du CGCT, à l'assemblée délibérante de Dijon Métropole lors de l'examen de son compte administratif au plus tard le 30 juin de chaque année.

L'objectif de ce rapport est de faciliter à la fois le débat au sein de l'assemblée délibérante et de favoriser l'information des usagers.

En conformité avec l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce document intégré dans le rapport annuel d'activités de Dijon Métropole et adressé aux Maires de chaque commune membre de l'établissement avant le 30 septembre de chaque année, fait ensuite l'objet d'une communication au Conseil municipal.

Le rapport annuel 2017 relatif au prix et à la qualité du service public d'élimination des déchets présente le bilan des tonnages collectés ainsi que les indicateurs financiers liés à cette activité. Il est consultable sur le site web de Dijon Métropole, dans la catégorie « Kiosque ».

Vous trouverez, en annexe de la présente délibération, une synthèse de ce rapport 2017.

Vu les articles L.2224-13, L.2224-17-1 et L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets,

Vu la note de synthèse jointe en annexe,

Vu le rapport annuel joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 septembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la communication du rapport annuel 2017 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de Dijon Métropole.

T. FALCONNET – M. RAILLARD, toujours. Je crois que nous aurons juste à vous donner acte de la communication, on va dire de la synthèse, de ce rapport. M. RAILLARD, vous avez la parole.

L. RAILLARD – Merci, M. le Maire. Effectivement, ce rapport, que je présente pour la troisième fois, comme chaque année au mois de septembre, est rédigé pour avoir un aperçu du prix et de la qualité des déchets. Je vous fais grâce de la lecture des 60 pages de ce rapport, mais je vais vous en donner les grandes lignes avec un comparatif par rapport à l'année 2016.

Présentation de la délibération par Ludovic RAILLARD.

L. RAILLARD – Pour conclure mon propos, le tri sélectif est important, notamment pour la protection de l'environnement, M. BERNARD en faisait état tout à l'heure. Vous connaissez l'engagement de la ville de Chenôve dans la démarche de développement durable, des progrès sont encore à faire dans ce domaine. Les Cheneveliers ont fait des efforts, mais il reste encore beaucoup à faire. C'est un travail de longue haleine auquel l'équipe municipale attache une importance toute particulière, j'en profite pour saluer le travail des services techniques et de l'équipe propreté aussi bien de la ville de Chenôve que de Dijon Métropole. Et enfin, il y a trois ans, nous avons initié une opération « ville propre » à laquelle étaient associées les écoles de Chenôve et les bailleurs sociaux. J'utiliserais donc le slogan pour terminer mon propos, un slogan que les enfants avaient trouvé à l'occasion : « les déchets à la poubelle et notre ville sera plus belle ». Merci.

T. FALCONNET – C'est un vœu, M. RAILLARD, mais c'est un vœu auquel on ne peut que souscrire. Simplement à titre d'information, le Président de Dijon Métropole a entendu la demande, un peu forte, des maires des communes, et normalement le service propreté de Dijon Métropole, propreté de la voirie, va être renforcé de plusieurs dizaines d'agents parce qu'effectivement, nous avons été quelques-uns à demander plus d'efficacité. C'est un euphémisme, mais nous l'avons demandé et le Président François REBSAMEN nous a entendus, nous en sommes très heureux.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ?

En vous remerciant, M. RAILLARD, du travail de suivi que vous faites de ce dossier, comme dans d'autres, particulièrement saluer votre action et celle des services pour le déplacement du marché dominical avec, depuis trois semaines, tous les lundis une réunion d'ajustement pour arriver, sinon à la perfection, on va essayer d'atteindre le zéro défaut. Ça va être compliqué, mais vraiment, vous faites un travail remarquable et je tiens à le souligner.

Pas de remarques sur l'élimination des déchets ? Donc vous donnez acte de la présentation de ce rapport par M. RAILLARD.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

14 - VŒU DE SOUTIEN AU MONDE SPORTIF

Face à la baisse significative des dotations de l'Etat et à l'incertitude quant au financement du sport en 2019, le CNOSF (Comité national olympique du sport français), plusieurs CROS (Comités régionaux Olympiques et Sportifs), l'ANDES (Association Nationale des Elus en charge du Sport), les ligues et les comités ont exprimé leur mécontentement en lançant une pétition en ligne et en organisant, pour certains d'entre eux, un week-end « No Sport ».

Tel n'a pas été le choix, respecté par la municipalité, du monde sportif chenevelier et la Fête du Sport (initiative de l'Etat financée à ce jour exclusivement par le budget de la Ville et celui des clubs) samedi 22 septembre a recueilli un vif succès populaire.

À Chenôve, la politique sportive n'est pas une simple proposition d'activités autour de la seule performance. Le sport est capital dans la construction du citoyen, véhiculant des valeurs incontournables pour l'épanouissement de chacun.

À Chenôve, dès le plus jeune âge, des activités ou dispositifs sportifs sont proposés à toute la population, tant par la Ville que par les clubs fédérés au sein de l'Office municipal des Sports (OMS), quel que soit le type de pratique choisi. Sport loisirs, sport santé, sport de compétition, cette richesse et cette pluralité a été reconnue au niveau national par l'attribution de trois lauriers à « Chenôve, ville sportive ».

Le sport à Chenôve concerne tous les publics, femmes, hommes, enfants, personnes porteuses de handicap ou encore seniors qui, grâce à une politique volontariste, peuvent pratiquer au quotidien !

Le sport à Chenôve, c'est la mise à disposition d'installations de qualité, maintenues par des personnels compétents et engagés. C'est aussi l'accompagnement de milliers de bénévoles, acteurs principaux du fonctionnement et de la vitalité des associations sportives. C'est enfin un niveau de soutien financier, notamment par le biais des subventions de fonctionnement, maintenu et jamais démenti.

Mais ces efforts et cet engagement ne peuvent être assumés par les seules collectivités, fédérations, associations sportives locales. L'ambition sportive de la France ne peut se limiter à abonder le financement d'événements planétaires comme la Coupe du monde de rugby en 2023 ou les Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024. Elle doit passer également par le maintien du budget alloué au ministère des sports.

Aux côtés du monde sportif, les élus du conseil municipal de Chenôve demandent, à l'instar des nombreux sportifs dirigeants de clubs, bénévoles, passionnés, citoyens (162 000 à cette heure), signataires de la pétition nationale # Le sport compte lancée par le CNOSF, que le sport bénéficie de moyens à hauteur de ses apports humains, économiques et sociétaux.

T. FALCONNET – Nous atteignons la fin de notre ordre du jour avec cette proposition de vœu, de soutien au monde sportif que je vais peut-être vous lire et ensuite il y aura éventuellement des réactions.

Lecture du vœu par Thierry FALCONNET.

T. FALCONNET – Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je crois que M. AMODÉO souhaitait intervenir sur cette question.

M. AMODÉO – Merci, M. le Maire. Aussi, au nom de mon groupe, une intervention sur le sport et sur les finances, non pas des clubs locaux mais du sport français qui, si on ne se bouge pas, aura bientôt des gros, gros soucis pour fonctionner comme il faut au service du sport pour tous.

Ce fut la Fête du sport, ce week-end. Une belle fête samedi sur le Mail à Chenôve, à la piscine, dans les salles de sport, sur les terrains. Mais pendant que nous le fêtions, d'autres le saignaient sur l'autel des contraintes européennes. D'autres revenus auraient pu être immolés sur l'autel du 3 % européen : les dividendes des entreprises du CAC 40 (+ 20 % en 2017), évasion fiscale...

Avant le lancement dimanche et pendant toute la semaine prochaine d'initiatives destinées à promouvoir le sport, le CNOSF (Comité national olympique et sportif français), lance une action inédite : une pétition en ligne pour protester contre les diminutions du budget du sport pour tous.

« Le sport compte », c'est le slogan retenu par le Comité pour cette campagne qui devait initialement être lancée début septembre et a été retardée notamment pour cause de changement de ministre des Sports. Mais le remplacement de Laura FLESEL par Roxana MARACINEANU n'a visiblement pas changé la donne : le budget du sport est annoncé en forte baisse.

Rappelons que depuis des mois, un double débat agite le monde du sport : la refonte de sa gouvernance et son budget. Sur le premier sujet, un consensus a finalement été trouvé. Mais la question financière est, elle, bien plus problématique. On pourrait paraphraser ici la formule tout récemment employée par le premier vice-président délégué de l'AMF, André LAIGNEL, à propos du plan Santé du gouvernement : « Le problème ce n'est pas d'avoir des maisons de santé, c'est d'avoir des médecins dedans ». De la même façon, on pourrait dire qu'il ne suffit pas d'avoir une gouvernance du sport efficiente, encore faut-il avoir les moyens de la faire fonctionner.

Et c'est là où le bât blesse. On sait que le gouvernement veut faire passer les moyens alloués au sport de haut niveau, en vue de la préparation des JO de 2024, de 60 à 100 millions d'euros. Pour les acteurs du monde sportif et les élus, il était déjà évident que si ces 40 millions supplémentaires étaient alloués à enveloppe constante, les moyens dédiés au sport pour tous allaient mécaniquement diminuer d'autant. Or, voilà que l'on a appris début septembre que l'enveloppe n'allait pas être constante, mais diminuer. Il semble bien que dans son budget 2019, le gouvernement projette de diminuer de 6 % le budget du ministère des Sports, qui baisserait de 30 millions d'euros (passant de 480 à 450 millions).

Baisse du budget, suppression de 1 600 postes, suppression totale des emplois aidés...

C'est la raison pour laquelle le CNOSF a lancé son initiative de pétition. Denis Massiglia, le président du Comité, a expliqué début septembre que ce mouvement visait d'une part à « aider la nouvelle ministre qui se bat pour obtenir les moyens adaptés », et d'autre part, « à se battre pour que des arbitrages favorables soient trouvés pour les collectivités territoriales qui restent le financeur numéro un de la cause sportive. »

Le Comité demande en particulier que les taxes affectées au sport soient déplafonnées, ce qui permettrait d'injecter plusieurs centaines de millions d'euros supplémentaires dans son financement et que l'Etat cesse son racket sur ces ressources initialement destinées au sport.

Cette pétition a été signée par toutes les Fédérations nationales. La FFF représentant 2 200 000 licenciés, la Fédération de Judo proposant des actions plus fortes...L'initiative a rencontré le soutien d'un bon nombre d'élus – certains maires ont annoncé publiquement leur volonté de le faire, y compris par des vœux et des signatures en Conseil municipal.

En Seine Saint Denis, des maires ont annoncé leur participation à une initiative plus radicale du mouvement sportif, lancé par le Comité Régional Olympique : un « week-end sans sport », samedi et dimanche. Aucune compétition ne sera organisée. Objectif : montrer le

temps d'un week-end ce que serait un territoire où le sport n'existerait plus.

Cette pétition est déterminante pour l'avenir du sport français Il est inacceptable, alors que nous allons accueillir la Coupe du Monde de Rugby en 2023 et les Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024, que le budget pour le sport soit en baisse de 6 %.

Il est au contraire nécessaire d'investir fortement dans le Sport pour préparer ces futures échéances et faire vivre le mouvement sportif qui joue un rôle essentiel dans le lien social, la citoyenneté ou encore la santé et la mobilité.

Comment allons-nous préparer au mieux les Jeux si nous ne sommes pas capables d'accueillir et de former des sportifs. Comment allons-nous accueillir l'afflux de licenciés juste avant et au lendemain des jeux si nous n'avons pas construit des gymnases et des terrains et si les associations sportives mettent la clé sous la porte ?

Les Fédérations seront touchées par cette politique sportive du gouvernement, leurs difficultés toucheront jusqu'à l'encadrement des clubs locaux.

Qui, plus que nous, reconnaît l'importance du sport dans la construction de l'individu et du citoyen ? Et la part du budget municipal attribué aux activités sportives à Chenôve vous le prouve. D'autres dans cette assemblée et dans le public en parleraient bien mieux que moi. Nous avons célébré cet été la victoire de la France à la Coupe du Monde de football. Cette victoire a été saluée dans le monde entier comme l'aboutissement d'un important travail de formation des petits clubs qui permet d'aboutir à des joueurs de très haut niveau qui viennent alimenter les championnats européens et les équipes nationales. Le choix fait par le gouvernement de fragiliser les clubs et de supprimer des postes d'éducateurs vient détruire tout ce travail réalisé au quotidien et donc menacer durablement le sport français.

La pétition du Comité national, geste jamais vu, inédit, doit être un moment important de mobilisation citoyenne autour du sport pour demander des moyens supplémentaires. Et le vœu de soutien au monde sportif, présenté par M. le Maire, participe à cette mobilisation.

Nous vous appelons donc à le voter et à signer, à diffuser la pétition du CNOSF : « Le sport compte ! ». « Nous, sportifs, dirigeants de clubs, bénévoles, passionnés et citoyens, demandons que le sport bénéficie de moyens à hauteur de ses apports humains, économiques et sociétaux. Pour que le sport compte, nous signons. »

T. FALCONNET – Merci, M. AMODÉO. Je voudrais juste répondre sur un point. Je vais laisser la parole à M. MICHEL, puis après je vous répondrai sur un point, pour ne pas laisser des inquiétudes planer.

D. MICHEL – Oui, M. le Maire, merci. Je comprends les inquiétudes, je comprends un certain nombre de préoccupations sur l'avenir du sport. Ce qui m'interroge, c'est que le problème n'est pas nouveau, sous les différents gouvernements, il me semble qu'il y a eu un certain nombre de baisses et que souvent le ministère des sports a été une variable d'ajustement, le problème n'est pas nouveau. La ville de Chenôve avec les clubs participent à la fête du sport et le surlendemain un vœu nous arrive sur table alors qu'il eut été, si on avait été cohérents, peut-être de proposer et le boycott de la Fête du sport et le vœu ensuite. Je m'interroge puisque, tout à l'heure, il a été évoqué le lancement des campagnes électorales des uns et des autres, je m'interroge de l'opportunité, grâce au Président de la République, de silloner le parc urbain pour aller à la rencontre des populations et de l'ensemble des clubs...

T. FALCONNET – Vous y étiez aussi.

D. MICHEL – Mais je sais bien, mais moi, je ne savais pas qu'il y avait un vœu ce soir qui allait être posé sur ma table.

T. FALCONNET – Parce que vous soutenez le Président de la République ?

D. MICHEL – Je soutiens le Président de la République, comme vous, je suis respectueux des institutions. Et par rapport à ça, j'imagine que la Ville a fait une avance et que l'État devrait rembourser les éléments financiers que la Ville a avancés. Donc si j'entends les inquiétudes, je suis un peu troublé sur la méthode, voilà, donc je m'abstiendrai sur le vote de ce vœu, parce que je trouve que la méthode me paraît un peu légère. Merci.

T. FALCONNET – Je l'ai dit et d'ailleurs, c'est écrit noir sur blanc dans le vœu, la fête du sport c'est d'abord le monde sportif chenevelier qui en a pris la décision, je le dis en passant et comme nous avons toujours été respectueux dans cette ville de la volonté des clubs sportifs, de la volonté de l'Office Municipal des Sports, nous avons effectivement participé à l'organisation de cette Fête du sport en contribuant de manière logistique et par la mise à disposition de nos personnels municipaux, à la réussite de cette fête qui a rassemblé plusieurs centaines de Cheneveliers, d'enfants qui ont pu pratiquer le sport et qui pour ceux qui auront eu le courage de passer par tous les ateliers, pourront obtenir une réduction sur leur licence sportive.

Ensuite, il y a la prise de position politique d'une assemblée délibérative sur les baisses de crédits. Et je crois qu'il n'y a que vous pour voir une contradiction entre d'un côté faire la Fête du sport avec les clubs sportifs cheneveliers, parce que telle est leur volonté et nous exprimer politiquement sur des inquiétudes alors qu'on est en pleine loi de finances. On le ferait a posteriori une fois que la loi de finances aura été votée, vous seriez, effectivement, en droit de nous dire « mais... voilà, vous faites de la politique », là on est en pleine loi de finances. Je rappelle quand même que le Comité National Sportif Olympique Français s'est exprimé fortement, que le Premier Ministre s'est rendu à l'Assemblée Générale du CNOSF, qu'il y a eu un débat, que les choses ne sont pas encore arrêtées, parce que c'est tout simplement la discussion normale dans une démocratie, entre un gouvernement qui présente un projet de loi de finances et des acteurs du secteur de l'activité. Eh bien, qu'ils s'expriment et nous on a bien le droit aussi de nous exprimer, d'exprimer nos craintes et notre volonté de voir le budget du ministère des sports augmenter à l'approche de deux événements majeurs et puis aussi pour rappeler notre soutien au monde sportif chenevelier.

Parce que M. AMODÉO, c'est le seul bémol que je mettrais à votre déclaration, quand vous dites « que la politique du ministère des sports va avoir des incidences sur la pratique sportive chenevelière », aujourd'hui, ceux qui financent la pratique sportive chenevelière, c'est d'abord la ville de Chenôve. D'abord la ville de Chenôve en mettant le stade Léo Lagrange, le centre nautique, toutes nos installations, les gymnases, à disposition des clubs sportifs. En mettant, je le rappelle quand même, parce que ce n'est pas le cas dans toutes les collectivités, des personnels compétents pour faire la maintenance, pour faire les petits travaux d'entretien, ce qui fait que nos gymnases, qui sont des gymnases qui ont été construits il y a quarante ans, sont toujours très propres, très bien tenus et nos installations sont toujours saluées par les sportifs d'autres communes qui fréquentent nos installations. Donc cela il faut le rappeler aussi, c'est un engagement fort qui date de mes deux prédécesseurs, des équipes municipales successives qu'ils ont conduites et que nous comptons aussi conduire. Simplement, ce que nous disons, c'est que nous souhaitons que l'effort national en faveur du sport soit poursuivi par ce gouvernement dans le cadre de la discussion sur la loi de finances.

Vous y voyez du cynisme, moi j'y vois simplement de l'expression démocratique. Merci à vous.

Je vais mettre aux voix ce vœu. Qui est contre ce vœu ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Merci à vous pour soutenir le sport et le monde sportif chenevelier.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

27 POUR

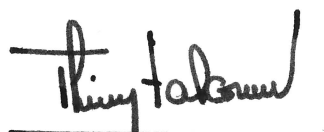
2 ABSTENTIONS :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL

T. FALCONNET – Je vous souhaite une bonne soirée et je vous remercie d'avoir été succincts dans vos expressions qui nous permettent de rentrer un peu plus tôt que d'habitude. Merci au public qui a assisté au Conseil municipal et merci à la presse qui était présente.

La séance est levée à 20 h 50.




Thierry FALCONNET